



## CONVENTION

### Entre les soussignés :

La commune de Saint André représentée par :

**Monsieur BEDIER Joé** en sa qualité de Maire  
Place du 02 décembre  
97440 Saint André

ALEFPA ASSOCIATION LAIQUE POUR L'EDUCATION LA FORMATION LA  
PREVENTION ET L'AUTONOMIE L'institut Médico-éducatif IME RAYMOND ALLARD

**représenté par :**

**Monsieur MARY GAEL**, directeur du Pôle Médicaux Social EST Réunion de l'  
ALEFPA  
407 rue de la communauté – BP 95  
97440 Saint André

Est conclue la convention suivante, dans le cadre des actions de prévention routière :

Contexte :

La Ville vise à promouvoir l'intégration de toutes personnes porteuses d'un handicap (physique, sensoriel, mental, et des handicaps multiples, qui sont une combinaison de deux ou plusieurs types de pathologies) au travers d'une charte La charte « Ville-Handicap ». Elle ambitionne d'améliorer l'autonomie du public cible, par des actions concertées entre la commune et les organismes ainsi que les associations.

Dans ce cadre la Commune souhaite à s'engager à accueillir régulièrement, dès son plus jeune âge, tout enfant handicapé au sein de ses structures (crèches, halte-garderie, écoles, centres de loisir...). Pour ce faire, elle travaillera en partenariat avec les associations intervenant sur le champ de l'enfance et de l'éducation, et sera en concertation permanente avec l'Éducation Nationale, les institutions spécialisées pour la mise en œuvre d'une Éducation inclusive

En application des articles L.112-1, L.112-2, L.112-2-1, L.351-1 du code de l'Éducation) codifié aux articles D.351-3 à D.351-20 du Code de l'éducation des dispositions qui permettent d'assurer la continuité du parcours de formation de l'élève présentant un handicap, y compris lorsque ce dernier est amené à poursuivre sa scolarité dans un établissement de santé ou dans un établissement médico-social doivent être prises.

Le “permis vélo” et le “permis piéton” font partie fait partie du programme scolaire en France. Le but est d'assurer la sécurité des enfants et des autres usagers de la route. Ce dispositif est mis en œuvre par la Cellule Éducation Routière de la Ville. Il convient aussi de permettre au public de la classe d'âge primaire de l'institut Médico-éducatif-IME RAYMOND ALLARD - de ALEFPA, de Saint André de bénéficier de ce dispositif.

### **Article 1 : Objet de la convention**

Par la présente convention, le Maire de la Commune de Saint André met à la disposition de l'**IME Raymond Allard** à Saint André, l'équipe de la Cellule de l'Education Routière.

La Cellule Education Routière ainsi désignée interviendrait avec l'équipe éducative de l'IME, dont Monsieur BOISVILLIERS Jean François (Educateur Sportif de l'IME Raymond Allard).

La présente convention permettra aux élèves de l'IME Raymond Allard de bénéficier d'une formation de qualité sur les règles de sécurité routière. Cette formation contribuera à leur autonomie et à leur inclusion dans la société.

### **Article 2 : Objectif de projet**

L'objectif est de sensibiliser les élèves sur les thèmes de l'enfant / l'enfant à vélo / l'enfant passager et l'enfant piéton.

### **Article 3 : Moyens Pédagogiques**

Les agents de la Cellule de l'Education Routière proposeront des séances pédagogiques en concertation avec les intervenants de l'IME.

Les moyens de la cellule qui comprennent notamment une piste cyclable amovible et permettrons de réaliser des ateliers en situation réelle.

### **Article 4 : Durée et lieu**

Les interventions se dérouleront durant la période scolaire (2022 / 2026) selon un planning prédéfini entre les deux parties.

### **Article 5 : Responsabilité**

Chaque acteur de ce projet interviendra sous la responsabilité de son employeur.

**Article 6 : Prestation**

La prestation sera effectuée à titre gratuit.

**Article 7 : Durée de la présente convention.**

La présente convention entre les parties est conclue jusqu'au 31 juillet 2026, avec une évaluation annuelle ainsi que la possibilité d'une modification par avenant.

**Article 8 : Modification, résiliation.**

La présente convention pourra être modifiée par avenant. Elle pourra être résiliée à l'initiative de l'une des deux parties par lettre simple ou recommandée.

**Article 9: RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou l'exécution du présent arrêté, et qui n'aura pu être résolu à l'amiable sera porté devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de La Réunion.

Fait en double exemplaires.

**Pour L'IME Raymond Allard de Saint André**  
**(Nom et qualité du signataire)**

**Pour la municipalité de Saint André**  
**(Nom et qualité du signataire)**

